



---

**Canada Development  
Investment Corporation**

**La Corporation de développement  
des investissements du Canada**

Rapport du deuxième trimestre  
30 juin 2014



---

Canada Development  
Investment Corporation

La Corporation de développement  
des investissements du Canada

## Table des matières

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires	1
Rapport de gestion	2
États financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation de développement des investissements du Canada – Le 30 juin 2014	8

### Adresse de la Corporation :

1240, rue Bay  
Bureau 302  
Toronto (Ontario) M5R 2A7

**Téléphone** : 416-966-2221  
**Télécopieur** : 416-966-5485  
**Site Web** : [www.cdev.gc.ca](http://www.cdev.gc.ca)

---

## Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires

---

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires.

À notre connaissance, les présents états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Corporation, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires.

La publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 19 août 2014.



Michael Carter  
Vice-président exécutif



Andrew G. Staffl, CPA, CA  
Vice-président, Finances

Toronto (Ontario)

Le 19 août 2014

## **Rapport de gestion de la CDEV de la période close le 30 juin 2014**

---

Les communications publiques de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »), y compris le présent rapport intermédiaire, peuvent comprendre des déclarations prospectives qui renferment les attentes de la direction à l'égard des objectifs, des stratégies, des perspectives, des plans, des prévisions, des estimations et des intentions de la CDEV.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives reposent sur divers facteurs et hypothèses et elles comportent des risques et incertitudes inhérents, généraux et spécifiques. C'est donc dire que les pronostics, les prévisions, les projections et les autres éléments des déclarations prospectives ne se réaliseront peut-être pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles de la CDEV en raison d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs.

Le rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la période close le 30 juin 2014 ainsi qu'avec le rapport annuel de la CDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

### **Vue d'ensemble de la CDEV**

La CDEV est une société de la Couronne fédérale qui a été constituée en 1982 afin de fournir un organe commercial aux placements en titres de participation du gouvernement et de gérer le portefeuille commercial du gouvernement dans l'intérêt du Canada, dans une perspective commerciale. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2014, les activités et la structure de la CDEV étaient les mêmes que celles décrites dans le rapport annuel de 2013 de la CDEV, qu'il est possible de consulter sur le site [www.cdev.gc.ca](http://www.cdev.gc.ca) de la CDEV. Les filiales de la CDEV sont Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (« SGCH ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

### **Performance de la Corporation**

Depuis l'ouverture de l'exercice, notre performance, par rapport à nos objectifs clés est la suivante :

#### **Objectifs clés**

- Gérer nos investissements dans le champ pétrolier Hibernia et dans General Motors (« GM »), et continuer de surveiller la gestion des obligations de CEI.
- Continuer de gérer les volets du programme d'examen de gestion des actifs (l'« Examen ») qui nous sont confiés.
- Continuer de gérer le processus de vente potentielle de Ridley Terminals Inc. (« RTI »), autre société de la Couronne fédérale et la vente éventuelle de parties de la Réserve fédérale de charbon en Colombie-Britannique.
- Continuer de gérer les autres enjeux qui pourraient survenir et demeurer prêts à assumer la gestion et le dessaisissement d'autres intérêts du portefeuille du Canada qui pourraient nous être confiés pour dessaisissement, dans une perspective commerciale.

### Performance

Nous et nos filiales poursuivons la gestion de nos investissements et de nos obligations, comme il est décrit ci-après.

- La SGCH a enregistré un bénéfice après impôt de 85 millions de dollars depuis le début de l'exercice et elle a versé à la CDEV des dividendes de 55 millions de dollars au cours du premier semestre de 2014.
- GEN a reçu des dividendes de 19 millions de dollars sur les actions privilégiées de GM depuis le début de l'exercice. GM a annoncé un dividende trimestriel de 0,30 \$ US l'action ordinaire au cours du premier trimestre de 2014. Ainsi, GEN a également reçu des dividendes de 73 millions de dollars sur les actions ordinaires de GM depuis le début de l'exercice.
- Il n'y a eu aucun changement important dans la gestion des obligations de CEI.
- CDEV a versé au gouvernement un total de 142 millions de dollars en dividendes au cours du premier semestre de 2014.
- Nous continuons de gérer le processus de vente de RTI en qualité de mandataire du gouvernement. Le projet en est aux premières étapes de consultation. De plus, nous poursuivons la réalisation d'un mandat de services-conseils de vente. Ce mandat, dans le cadre duquel la CDEV agira à titre de mandataire du gouvernement, vise la vente potentielle de parties de la Réserve fédérale de charbon en Colombie-Britannique.
- Nous avons continué à gérer les projets relatifs à l'Examen. Nos activités comprennent la préparation du cahier des charges, la publication des demandes de propositions, l'évaluation et l'embauche de consultants ainsi que le suivi et la révision de leur travail.

### Société de gestion Canada Hibernia

Le bénéfice après impôt de 44 millions de dollars de SGCH enregistré au deuxième trimestre de 2014 a surpassé celui de 33 millions de dollars comptabilisé à la période correspondante de 2013, principalement en raison de la hausse du produit net tiré du pétrole brut attribuable à l'accroissement des volumes de ventes et des prix du pétrole brut, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des charges d'épuisement et d'amortissement.

Les volumes de vente de SGCH au deuxième trimestre de 2014 ont crû pour atteindre 1 043 808 barils, contre 891 883 barils au deuxième trimestre de 2013. Au deuxième trimestre de 2014, les niveaux quotidiens de productivité au champ ont reculé en moyenne par rapport à ceux de la période comparable de 2013. La production brute d'Hibernia s'est établie en moyenne à 123 100 barils par jour au cours du deuxième trimestre de 2014, contre 127 600 barils par jour au deuxième trimestre de 2013, en raison de la productivité moins élevée au champ. Toutefois, la SGCH avait vendu moins de barils au trimestre correspondant de l'exercice précédent, alors que les ventes de cargaisons avaient été reportées en raison d'une réduction de la production. Depuis le début de l'exercice, la SGCH a vendu 2 008 657 barils, en baisse de 8 % par rapport aux 2 182 009 barils à la période comparative de 2013 en raison d'une diminution globale du taux de productivité au champ.

Les cours du pétrole de la SGCH reposent sur le cours du pétrole brut Brent daté. Les cours du pétrole brut Brent daté sont demeurés solides au deuxième trimestre de 2014, en hausse de 7 % pour atteindre 109,74 \$ US le baril, contre 102,52 \$ US le baril au deuxième trimestre de 2013. Cette hausse, combinée à la plus-value accrue du prix d'Hibernia par rapport au cours du Brent et à l'incidence favorable du repli du dollar canadien ont entraîné une hausse de 15 % du prix du pétrole moyen réalisé par la SGCH, le portant à 122,16 \$ le baril, contre 106,02 \$ le baril au deuxième trimestre de 2013. Le prix moyen réalisé

pour le pétrole depuis le début de l'exercice a suivi une courbe ascendante similaire et a atteint 121,57 \$ le baril, contre 111,15 \$ le baril pour la période comparable de 2013.

Les charges d'épuisement et d'amortissement, lesquelles sont fondées sur les volumes de production, les réserves et les coûts liés aux immobilisations corporelles, se sont accrues, passant de 8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013 à 14 millions de dollars en raison d'une réduction des stocks de pétrole brut combinée à un taux d'épuisement plus élevé par baril.

Au cours du deuxième trimestre de 2014, les activités d'Hibernia ont été concentrées sur le forage de puits à injection d'eau à la fois au champ principal et au secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « PSH »). Les propriétaires d'Hibernia continueront de se concentrer sur la mise en valeur complète du PSH à court terme, en procédant notamment au forage de puits à injection d'eau et de puits de pétrole en production. La planification de la mise en valeur du réservoir Ben Nevis Avalon s'est également poursuivie au deuxième trimestre et a toujours cours.

### **Canada Eldor Inc.**

CEI continue de payer pour les coûts liés au démantèlement d'un ancien site minier et pour les coûts d'un régime de retraite de certains anciens salariés. Un plan a été mis en œuvre pour entreprendre des travaux, ce qui devrait permettre le transfert éventuel de biens miniers au Programme de contrôle institutionnel de la province de Saskatchewan dans un délai de dix ans.

### **Corporation d'investissement GEN du Canada**

À la clôture du trimestre, GEN détenait environ 4,27 milliards de dollars en actions ordinaires de GM et 440 millions de dollars en actions privilégiées de GM. La société GEN prendra les mesures nécessaires pour céder sa participation dans GM de façon à réaliser une plus-value à long terme tout en prenant en compte les déclarations du gouvernement sur les politiques. Au cours du premier semestre de 2014, les actions ordinaires de GM se négociaient à un prix variant de 32 \$ US à 41 \$ US l'action. GEN s'assure les services d'un conseiller financier, qui conseille la direction relativement à cet investissement.

Il y a lieu de se reporter au tableau comparatif ci-après pour obtenir un complément d'information sur la valeur des actions.

### **Analyse de l'environnement commercial externe**

La gestion continue de nos placements prend en compte les conditions du marché en général, la conjoncture économique ainsi que des facteurs propres à l'émetteur ou au titre sous-jacents. Aucune modification importante n'a été décelée depuis décembre 2013, comme l'indique le rapport annuel de 2013.

### **Risques et éventualités**

Aucun changement important sur le plan des risques et des éventualités n'a été décelé depuis décembre 2013, comme l'indique le rapport annuel de 2013.

**États financiers de la période close le 30 juin 2014**

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la période close le 30 juin 2014 ainsi que les chiffres correspondants ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*.

Les produits nets consolidés du trimestre clos le 30 juin 2014 se sont établis à 128 millions de dollars, soit une hausse de 83 % par rapport aux produits de 70 millions de dollars inscrits à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation du revenu de dividendes. Au cours du deuxième trimestre de 2014, GM a versé à GEN des dividendes sur les actions ordinaires de 36 millions de dollars. Aucun dividende sur les actions ordinaires n'a été reçu pendant la période correspondante de l'exercice précédent. Les dividendes reçus pour les actions privilégiées de GM au cours du trimestre ont augmenté pour s'établir à 10 millions de dollars, contre 9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent par suite de l'appréciation du dollar américain. En outre, les ventes nettes de pétrole brut au cours du deuxième trimestre se sont accrues de 35 %, passant à 81 millions de dollars, contre 60 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013. Cette augmentation est attribuable à la hausse de 17 % du volume de pétrole vendu, conjuguée à une augmentation de 15 % du prix réalisé pour le pétrole.

Les charges totales pour le trimestre, compte non tenu de la variation de la juste valeur des actions privilégiées de GM, se sont établies à 24 millions de dollars, comparativement à 15 millions de dollars pour la période correspondante de 2013. Les charges d'épuisement et d'amortissement ont connu une hausse, passant de 8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013 à 14 millions de dollars, essentiellement en raison d'un taux d'épuisement plus élevé et d'un ajustement plus important au titre des charges d'épuisement marginales découlant d'une réduction des stocks de pétrole brut.

Les produits nets consolidés pour le semestre clos le 30 juin 2014 se sont élevés à 253 millions de dollars, en hausse de 46 % par rapport aux produits de 173 millions de dollars enregistrés à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est essentiellement attribuable aux dividendes sur actions ordinaires de 73 millions de dollars reçus depuis le début de l'exercice, qui n'ont pas été reçus au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, les ventes nettes de pétrole brut se chiffrent à 159 millions de dollars, soit une légère hausse par rapport à 154 millions de dollars à l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les charges, compte non tenu de la variation latente de la juste valeur des actions privilégiées de GM, se sont établies à 46 millions de dollars, contre 37 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges d'épuisement et d'amortissement se sont accrues pour atteindre 27 millions de dollars au deuxième trimestre de 2014, contre 21 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, en raison d'un taux plus élevé d'épuisement et d'amortissement par baril. En outre, nous avons subi une perte de change de 1,0 million de dollars au cours du semestre clos le 30 juin 2014, contre un profit de 2,0 millions de dollars à l'exercice précédent essentiellement lié aux ventes de pétrole brut.

Au premier semestre de 2014, les actions privilégiées de GM détenues par GEN ont connu une baisse de juste valeur de 9 millions de dollars, soit une perte liée à la juste valeur de 10 millions de dollars contrebalancée par un profit de change de 1 million de dollars. La valeur des actions privilégiées au 30 juin 2014 était de 25,60 \$ US l'action, contre 26,20 \$ US l'action au 31 décembre 2013. Au premier semestre de 2013, GEN avait comptabilisé un profit latent de 19 millions de dollars sur les actions

## Rapport de gestion de la CDEV de la période close le 30 juin 2014 (suite)

privilégiées, imputable à une perte liée à la juste valeur de 4 millions de dollars et à un profit de change latent de 23 millions de dollars.

La valeur de marché du placement en actions ordinaires de GM est passée de 4,79 milliards de dollars au 31 décembre 2013 à 4,27 milliards de dollars au 30 juin 2014 en raison d'une baisse du cours des actions de GM, et a été ajustée pour tenir compte du cours de change. La variation à la baisse de la valeur du placement en actions ordinaires de GM s'est traduite par une perte de 520 millions de dollars dans les autres éléments du résultat global pour le semestre clos le 30 juin 2014. Au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, les autres éléments du résultat global tenaient compte d'une hausse de 893 millions de dollars liée à la valeur du placement en actions ordinaires de GM. Pour un complément d'information sur les variations des autres éléments du résultat global attribuables aux actions ordinaires de GM, il y a lieu de se reporter au tableau qui suit.

### Actions ordinaires de GM – Autres éléments du résultat global

Trimestre clos	Nombre d'actions	Cours des actions ordinaires de GM (\$ US) <sup>2)</sup>	Cours de change du dollar US <sup>1)</sup>	Valeur du placement (en millions de dollars canadiens)	Autres éléments du résultat global pour le trimestre (en millions de dollars canadiens)	Autres éléments du résultat global depuis le début de l'exercice (en millions de dollars canadiens)
31 déc. 2010	140 084 746	33,94 \$ (ajusté)	0,9946	4 729		
<b>2011</b>						
31 mars 2011	140 084 746	29,68 \$ (ajusté)	0,9718	4 040	(688)	(688)
30 juin 2011	140 084 746	30,37 \$	0,9643	4 102	62	(626)
30 sept. 2011	140 084 746	20,20 \$	1,0389	2 940	(1 163)	(1 789)
31 déc. 2011	140 084 746	20,28 \$	1,0170	2 889	(51)	(1 840)
<b>2012</b>						
		\$				
31 mars 2012	140 084 746	25,64 \$	0,9991	3 589	699	699
30 juin 2012	140 084 746	19,72 \$	1,0191	2 815	(773)	(74)
30 sept. 2012	140 084 746	22,75 \$	0,9837	3 135	320	246
31 déc. 2012	140 084 746	28,82 \$	0,9949	4 017	882	1 127
<b>2013</b>						
31 mars 2013	140 084 746	27,81 \$	1,0156	3 957	(60)	(60)
30 juin 2013	140 084 746	33,34 \$	1,0512	4 910	953	893
10 sept. 2013	(30 000 000)	36,65 \$	1,0357		(680)	<sup>3)</sup>
30 sept. 2013	110 084 746	35,95 \$	1,0285	4 070	300	513
31 déc. 2013	110 084 746	40,87 \$	1,0636	4 785	715	1 228
<b>2014</b>						
31 mars 2014	110 084 746	34,42 \$	1,1053	4 188	(597)	(597)
30 juin 2014	110 084 746	36,29 \$	1,0676	4 265	77	(520)

#### Notes

- 1) Le cours de change utilisé est le cours à midi de la Banque du Canada (\$ US en \$ CA).
- 2) Cours acheteur de clôture par action à la clôture du trimestre (prix de la transaction du 10 septembre).
- 3) Profit réalisé sur les actions vendues le 10 septembre 2013 viré au résultat net.

Les débiteurs ont augmenté et se chiffraient à 83 millions de dollars au 30 juin 2014, contre 58 millions de dollars au 31 décembre 2013, en raison de la hausse des ventes de pétrole brut non réglées à la clôture de la période. Les immobilisations corporelles, lesquelles s'établissaient à 140 millions de dollars au 30 juin 2014, ont augmenté de 16 millions de dollars par rapport à celles du 31 décembre 2013, principalement par suite de dépenses d'investissement et d'une hausse des coûts de démantèlement diminués de charges d'épuisement et d'amortissement. Les impôts recouvrables ont augmenté, passant de 1 million de dollars au 31 décembre 2013 à 8 millions de dollars au 30 juin 2014, en raison du versement d'acomptes provisionnels supérieurs à l'impôt de l'exercice et de l'exercice précédent à payer.

Au 30 juin 2014, les créditeurs se chiffraient à 35 millions de dollars, une hausse de 8 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2013 qui découle essentiellement de l'augmentation des créditeurs liés aux redevances et à la participation au bénéfice net à la clôture de la période. Au cours du premier semestre de 2014, l'obligation de démantèlement de la SGCH s'est accrue de 13 millions de dollars pour s'établir à 78 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par une révision du taux d'actualisation utilisé dans son calcul. Le taux d'actualisation utilisé à la clôture du trimestre était de 2,78 %, contre un taux de 3,24 % utilisé au 31 décembre 2013.

Au cours du premier semestre de 2014, la CDEV a versé 142 millions de dollars sous forme de dividendes au gouvernement du Canada. Cette somme a été tirée des dividendes reçus sur les actions privilégiées et ordinaires de GM détenues, ainsi que des bénéfices de la SGCH. Les dividendes versés au cours de la période correspondante de 2013 s'étaient élevés à 78 millions de dollars. Aucun dividende n'a été reçu sur les actions ordinaires de GM au cours de la période correspondante de 2013.

États financiers consolidés résumés intermédiaires

# **LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA**

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(non audité)

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière  
(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

	30 juin 2014	31 décembre 2013
<b>Actifs</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	110 164 \$	101 768 \$
Débiteurs	83 314	58 205
Impôt sur le résultat à recouvrer	8 331	902
Stocks	217	3 017
Charges payées d'avance	1 224	321
Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada	4 052	4 049
	207 302	168 262
<b>Actifs non courants</b>		
Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada	114 316	118 831
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus en main tierce	5 969	5 969
Immobilisations corporelles (note 5)	140 059	124 431
Placements (note 6)	4 705 035	5 234 310
Actif d'impôt différé	10 732	9 841
	4 976 111	5 493 382
	5 183 413 \$	5 661 644 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Créditeurs et charges à payer	35 072 \$	27 195 \$
Obligation au titre de contrats de location-financement	1 120	2 062
Partie courante de l'obligation au titre des prestations définies	270	270
Partie courante de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 7 b)]	3 738	3 748
	40 200	33 275
<b>Passifs non courants</b>		
Provision au titre des obligations de démantèlement [note 7 a)]	77 949	64 676
Provision au titre de la remise en état d'un site [note 7 b)]	12 188	13 047
Obligation au titre des prestations définies	1 841	1 925
	91 978	79 648
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social	1	1
Surplus d'apport	2 757 143	2 757 143
Déficit accumulé	(286 096)	(308 885)
Cumul des autres éléments du résultat global	2 580 187	3 100 462
	5 051 235	5 548 721
Éventualités (note 10)		
Événement postérieur à la date de clôture (note 13)		
	5 183 413 \$	5 661 644 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.  
Au nom du Conseil :

 , administrateur

 , administrateur

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global  
(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2014	2013	2014	2013
<b>Produits</b>				
Produit net tiré du pétrole brut [note 9 a)]	81 471 \$	60 415 \$	159 022 \$	153 990 \$
Dividendes (note 6)	45 874	9 217	92 496	18 449
Produits d'intérêts	574	254	1 212	879
	127 919	69 886	252 730	173 318
<b>Charges</b>				
Épuisement et amortissement (note 5)	13 953	8 464	26 804	20 775
Production et exploitation [note 9 b)]	6 071	5 787	12 321	12 856
Variation de la juste valeur du placement en actions privilégiées (note 6)	21 000	(13 000)	9 000	(19 000)
Honoraires	1 717	1 494	3 017	2 915
Salaires et avantages du personnel	681	660	1 912	1 689
Autres charges	253	229	500	432
Perte (profit) de change	1 252	(1 223)	1 050	(2 034)
Charge au titre des prestations définies	20	19	40	38
	44 947	2 430	54 644	17 671
<b>Charges financières</b>				
Désactualisation des obligations de démantèlement [note 7 a)]	502	645	974	1 223
Désactualisation de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 7 b)]	67	59	133	119
Intérêts sur l'obligation au titre de contrats de location-financement	10	24	25	50
	579	728	1 132	1 392
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>	82 393	66 728	196 954	154 255
<b>Impôt sur le résultat</b>				
Impôt exigible	15 589	13 039	32 627	34 244
Impôt différé	(445)	(181)	(891)	(469)
	15 144	12 858	31 736	33 775
<b>Bénéfice</b>	67 249	53 870	165 218	120 480
<b>Autres éléments du résultat global</b>				
<i>Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net</i>				
Variation de la juste valeur des placements en actions ordinaires	76 924	953 020	(520 275)	892 899
<b>Résultat global</b>	144 173 \$	1 006 890 \$	(355 057) \$	1 013 379 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres  
(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2014	2013	2014	2013
<b>Capital social</b>				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
<b>Surplus d'apport</b>				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	2 757 143	3 216 294	2 757 143	3 216 294
<b>Déficit accumulé</b>				
Solde à l'ouverture de la période	(307 611)	(373 169)	(308 885)	(370 768)
Bénéfice	67 249	53 870	165 218	120 480
Dividendes versés	(45 734)	(9 004)	(142 429)	(78 015)
Solde à la clôture de la période	(286 096)	(328 303)	(286 096)	(328 303)
<b>Cumul des autres éléments du résultat global</b>				
Solde à l'ouverture de la période	2 503 263	1 812 532	3 100 462	1 872 653
Variation de la juste valeur du placement en actions ordinaires	76 924	953 020	(520 275)	892 899
Solde à la clôture de la période	2 580 187	2 765 552	2 580 187	2 765 552
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>5 051 235 \$</b>	<b>5 653 544 \$</b>	<b>5 051 235 \$</b>	<b>5 653 544 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Tableau consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie  
(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2014	2013	2014	2013
<b>Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :</b>				
<b>Activités d'exploitation</b>				
Bénéfice	67 249 \$	53 870 \$	165 218 \$	120 480 \$
Ajustements				
Épuisement et amortissement	13 953	8 464	26 804	20 775
Charge d'impôt sur le résultat	15 144	12 858	31 736	33 775
Prestations définies versées en excédent des charges	(52)	(56)	(84)	(95)
Intérêts liés au financement	10	24	25	50
Produits d'intérêts tirés d'un compte du Trésor du Canada	(248)	(270)	(488)	(527)
Désactualisation des obligations de démantèlement (Profit) perte de change latent(e)	502	645	974	1 223
Variation de la juste valeur du placement en actions privilégiées	(47)	110	33	187
Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site	21 000	(13 000)	9 000	(19 000)
Obligations de démantèlement réglées	(194)	(153)	(869)	(483)
Impôt sur le résultat payé	(195)	75	(322)	(1 159)
	(19 170)	(11 587)	(40 055)	(31 853)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 8)	97 952	50 980	191 972	123 373
	(34 289)	(41 009)	(15 836)	(36 159)
	63 663	9 971	176 136	87 214
<b>Activités de financement</b>				
Dividendes versés	(45 734)	(9 004)	(142 429)	(78 015)
Intérêts liés au financement payés	(10)	(24)	(25)	(50)
Paiements au titre des contrats de location	(507)	(462)	(975)	(933)
	(46 251)	(9 490)	(143 429)	(78 998)
<b>Activités d'investissement</b>				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(14 890)	(7 849)	(27 853)	(13 317)
Retrait d'un compte du Trésor du Canada	5 000	-	5 000	-
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 8)	(1 059)	(382)	(1 458)	(3 319)
	(10 949)	(8 231)	(24 311)	(16 636)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6 463	(7 750)	8 396	(8 420)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	103 701	96 655	101 768	97 325
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	110 164 \$	88 905 \$	110 164 \$	88 905 \$
<b>Représentés par :</b>				
Trésorerie	21 146 \$	29 110 \$	21 146 \$	29 110 \$
Équivalents de trésorerie	89 018	59 795	89 018	59 795
	110 164 \$	88 905 \$	110 164 \$	88 905 \$
<b>Informations complémentaires sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>				
Intérêts reçus au cours de la période	577 \$	258 \$	869 \$	1 224 \$
Dividendes reçus au cours de la période	45 874 \$	9 217 \$	92 496 \$	18 449 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

---

## 1. Entité présentant l'information financière

La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV ») a été constituée en 1982 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et elle est la propriété exclusive de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La Corporation est une société d'État mandataire inscrite à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En novembre 2007, le ministre des Finances a informé la CDEV qu'elle « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement du Canada (le « gouvernement ») dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent aux capacités de la CDEV, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ». À la fin de 2009, la Corporation a commencé à aider le ministère des Finances à mener son Examen de la gestion des actifs du gouvernement visant certains actifs du gouvernement.

Le siège social de la Corporation est situé au 79, rue Wellington Ouest, bureau 3000, case 270, Centre TD, Toronto (Ontario) M5K 1N2. L'établissement principal de la Corporation est situé au 1240, rue Bay, bureau 302, Toronto (Ontario) M5R 2A7.

La Corporation consolide trois filiales entièrement détenues, soit Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

CEI a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est une mandataire de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En 1988, CEI a vendu la quasi-totalité de ses actifs et de ses activités à la Corporation Cameco (« Cameco ») en contrepartie d'une partie du capital social de cette dernière et d'un billet à ordre. Par suite de la vente des actions de Cameco et de la prise en charge d'une partie de l'encours de la dette de CEI par le gouvernement en 1995, le produit net en trésorerie tiré de la vente définitive des actions de Cameco est le seul actif important que détient CEI. Les obligations résiduelles de CEI se composent des obligations au titre de la remise en état d'un site et des prestations de retraite définies.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

---

## 1. Entité présentant l'information financière (suite)

La SGCH a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la CDEV en mars 1993. La SGCH est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La SGCH a été constituée dans le seul but de détenir et de gérer sa participation dans le projet d'exploitation du champ Hibernia (le « projet Hibernia »). Le projet Hibernia est un projet de mise en valeur et de production de pétrole situé au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador. La SGCH détient une participation directe de 8,5 % dans le champ initial du projet Hibernia ainsi qu'une participation de 8,5 % dans la Société d'exploitation et de développement d'Hibernia ltée (la « SEDH »). La SGCH détient également une participation directe initiale de 5,08 % dans le secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « PSH »), qui pourrait changer par suite d'éventuelles réévaluations. Les participations de SGCH dans le projet Hibernia ont été comptabilisées dans les états financiers de la SGCH, qui sont consolidés dans les états financiers de la CDEV.

En 2010, la SGCH et d'autres participants ont signé des ententes avec la province de Terre-Neuve-et-Labrador (la « province ») et ont reçu l'approbation réglementaire de l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (l'« OCTLHE ») visant la poursuite de la mise en valeur du secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « PSH »). En février 2011, la SGCH et d'autres participants ont signé les dernières ententes requises avec la province et le gouvernement relativement au projet et ont autorisé le plein financement de la mise en valeur du secteur unitaire du PSH.

GEN a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la Corporation le 30 mai 2009. GEN est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. GEN détient des actions ordinaires de General Motors Company (« GM ») de même que des actions privilégiées perpétuelles à dividende cumulatif à taux fixe de série A de GM assorties d'un droit de priorité en cas de liquidation d'une valeur de 25 \$ US par action privilégiée. GEN a reçu les actions de GM à la suite de prêts consentis à GM par Exportation et Développement Canada (Compte du Canada), partie liée à la CDEV et à GEN.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

---

## 2. Base d'établissement

### a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément à la Norme comptable internationale (l'« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Le conseil d'administration a approuvé la publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires en date du 19 août 2014.

### b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants :

- les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur;
- les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur;
- les stocks sont évalués au moindre du coût de production ou de leur valeur de réalisation nette.

### c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de la Corporation.

### d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées ainsi que dans les exercices futurs touchés par ces révisions. Les jugements critiques et principales sources d'incertitude à l'égard des estimations sont présentés à la note 2 d) des états financiers consolidés annuels de la Corporation de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

---

## 3. Principales méthodes comptables

Les présentés états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 3 des états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception des méthodes qui ont changé par suite de l'adoption de nouvelles normes et modifications comptables en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014, telles qu'elles sont décrites ci-après.

### Changement de méthodes comptables

Les normes comptables, les modifications aux normes et les interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et l'International Financial Reporting Interpretations Committee (l'« IFRIC ») sont entrées en vigueur pour la première fois au cours de l'exercice à l'étude et ont été adoptées par la Corporation le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ces prises de position, adoptées conformément aux dispositions transitoires applicables, n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation.

### Modifications de l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* (l'« IAS 32 »)

Les modifications de l'IAS 32 clarifient le sens et l'application des critères de l'IAS 32 pour ce qui est de la compensation d'actifs et de passifs financiers. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires en raison de la nature des activités de la Corporation et des types d'actifs et de passifs financiers qu'elle détient.

### Modifications de l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs* (information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers)

Les modifications, dont le champ d'application est limité, permettent de préciser que l'information à fournir au titre de la valeur recouvrable des actifs dépréciés n'est requise que si cette valeur recouvrable est basée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires, car les actifs de la Corporation n'ont pas subi de dépréciation visée par cette norme.

### IFRIC 21, *Droits ou taxes* (l'« IFRIC 21 »)

L'IFRIC 21, qui a été adoptée rétrospectivement, fournit des indications sur le moment de comptabilisation d'un passif lié à un droit ou à une taxe imposé par une autorité publique, que ce droit ou cette taxe soit constaté conformément aux exigences de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, ou que l'échéance et le montant en soient certains. Cette interprétation définit un droit ou une taxe comme étant une sortie de ressources qui est imposée par les autorités publiques à l'entité selon des dispositions légales ou réglementaires. Elle précise également que les droits ou taxes ne résultent pas de contrats non (entièrement) exécutés ni d'accords contractuels. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

---

## 4. Récentes prises de position en comptabilité publiées, mais non encore entrées en vigueur

Les normes et modifications présentées ci-après publiées par l'IASB au deuxième trimestre ont été jugées susceptibles d'avoir une incidence sur la Corporation à l'avenir. La Corporation évalue à l'heure actuelle l'incidence, le cas échéant, des normes et modifications sur ses états financiers consolidés :

*IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients* (« IFRS 15 »)

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, qui présente un cadre remplaçant les directives actuelles des IFRS en matière de comptabilisation des produits. La norme offre un modèle unique applicable aux contrats avec des clients et deux approches de comptabilisation des produits, soit à une date donnée dans le temps ou en continu. Le modèle présente une analyse des transactions fondées sur les contrats en cinq étapes afin de déterminer si les produits seront comptabilisés et, le cas échéant, le montant devant être comptabilisé et à quel moment. L'IFRS 15 aura prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et sera appliquée selon l'une des deux méthodes suivantes : l'adoption rétrospective ou l'adoption rétrospective modifiée avec incidence cumulative de l'application initiale de la norme à titre d'ajustement aux capitaux propres d'ouverture à la date d'application initiale. L'adoption anticipée est permise.

*IFRS 9, Instruments financiers* (« IFRS 9 »)

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, rassemblant les étapes de classement, d'évaluation, de comptabilisation de la perte de valeur et de comptabilité de couverture du projet afin de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 sera applicable rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'adoption anticipée est permise.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

## 5. Immobilisations corporelles

	Coûts de forage	Pétrolier de brut	Installations de production extracôtières	Total
<b>Coût</b>				
Solde au 31 décembre 2013	72 991 \$	13 547 \$	188 261 \$	274 799 \$
Entrées de la période	21 750	–	6 103	27 853
Ajustements de démantèlement	–	–	12 621	12 621
Solde au 30 juin 2014	94 741 \$	13 547 \$	206 985 \$	315 273 \$
<b>Cumul de l'épuisement et des amortissements</b>				
Solde au 31 décembre 2013	72 772 \$	11 040 \$	66 556 \$	150 368 \$
Épuisement et amortissement	15 772	1 380	7 694	24 846
Solde au 30 juin 2014	88 544 \$	12 420 \$	74 250 \$	175 214 \$
<b>Valeurs comptables</b>				
Au 31 décembre 2013	219 \$	2 507 \$	121 705 \$	124 431 \$
Au 30 juin 2014	6 197 \$	1 127 \$	132 735 \$	140 059 \$

Au 30 juin 2014, les coûts faisant l'objet du calcul de l'épuisement et de l'amortissement ne tenaient pas compte des coûts du matériel et des installations actuellement en construction de 37 713 \$ (33 635 \$ au 31 décembre 2013) et rendaient compte des coûts de mise en valeur futurs de 777 141 \$ (804 900 \$ au 31 décembre 2013). Aucune indication de dépréciation des immobilisations corporelles n'a été repérée au cours des périodes closes le 30 juin 2014 et le 31 décembre 2013.

## 6. Placements

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		
Actions privilégiées de GM	440 000 \$	449 000 \$
16 101 695 actions privilégiées perpétuelles à dividende cumulatif à taux fixe de 9,0 % versé trimestriellement, de série A, assorties d'un droit de priorité en cas de liquidation d'une valeur de 25 \$ US par action		
Actifs disponibles à la vente		
Actions ordinaires de GM	4 265 035	4 785 310
110 084 746 actions ordinaires		
	4 705 035 \$	5 234 310 \$

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

## 6. Placements (suite)

La variation du solde des placements de chaque catégorie d'instruments financiers pris en compte dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Variation de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net				
Actions privilégiées de GM				
(Profit) perte de change latent(e)	16 000 \$	(15 000) \$	(1 000) \$	(23 000) \$
Perte latente liée à la juste valeur	5 000	2 000	10 000	4 000
	21 000 \$	(13 000) \$	9 000 \$	(19 000) \$
Variation nette de la juste valeur des actifs disponibles à la vente (dans les autres éléments du résultat global)				
Actions ordinaires de GM				
Variation de la juste valeur	76 924 \$	953 020 \$	(520 275) \$	892 899 \$

### *Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net*

Les actions privilégiées de GM, lesquelles ne sont pas cotées, sont désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Elles ne pouvaient pas être classées comme étant disponibles à la vente en raison de l'impossibilité de mesurer l'option incorporée qui permet à l'émetteur de racheter les actions après le 30 décembre 2014. Puisqu'il est impossible d'évaluer raisonnablement cette option séparément, l'instrument d'action privilégiée entier est évalué à la juste valeur. La juste valeur a été établie en fonction de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie selon un taux d'intérêt de 4,0 % (4,0 % au 31 décembre 2013) fondé sur des instruments de capitaux propres privilégiés comparables, des instruments de créance comparatifs et les caractéristiques propres aux actions privilégiées émises. Aux termes de l'évaluation, il est présumé que les actions seront rachetées par GM peu après le 30 décembre 2014 selon le droit de priorité en cas de liquidation d'une valeur de 25 \$ US par action privilégiée. La variation de la valeur pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2014 a été comptabilisée en résultat à titre de variation de la juste valeur du placement en actions privilégiées, soit une perte de 21 000 \$ (profit de 13 000 \$ en 2013) et une perte de 9 000 \$ (profit de 19 000 \$ en 2013), respectivement. Les actions privilégiées ne sont assujetties à aucune restriction relativement à la vente. Les dividendes sur les actions privilégiées de GM sont reçus trimestriellement en dollars américains. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2014, GEN a reçu respectivement 9 827 \$ (9 217 \$ en 2013) et 19 837 \$ (18 449 \$ en 2013) en dividendes sur les actions privilégiées.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

## 6. Placements (suite)

### *Actifs financiers disponibles à la vente*

Le placement dans des actions ordinaires de GM est présenté dans les actifs financiers disponibles à la vente.

Le prix des actions ordinaires de GM est coté sur un marché actif. Les actions détenues au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont donc été évaluées à la juste valeur, toute variation étant comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le solde du cumul des autres éléments du résultat global au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 a trait uniquement aux variations de la juste valeur des actions ordinaires de GM. La juste valeur des actions ordinaires de GM est établie en fonction du dernier cours acheteur du titre à la cote de la bourse à laquelle il est principalement négocié. GM a commencé à verser un dividende trimestriel sur ses actions ordinaires à compter de mars 2014. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2014, GEN a reçu respectivement 36 047 \$ (néant en 2013) et 72 659 \$ (néant en 2013) en dividendes sur les actions ordinaires.

## 7. Provisions

La variation au titre des obligations de démantèlement et de la remise en état d'un site se présentait comme suit :

	Obligations de démantèlement	Remise en état du site
Solde 31 décembre 2013	64 676 \$	16 795 \$
Provisions additionnelles	315	-
Obligations réglées	(322)	(1 002)
Variation du taux d'actualisation	12 306	-
Désactualisation	974	133
Solde au 30 juin 2014	77 949 \$	15 926 \$
Partie courante	-	3 738
Partie non courante	77 949	12 188
	77 949 \$	15 926 \$

### a) Provision au titre des obligations de démantèlement de la SGCH

La provision au titre des obligations de démantèlement a été constituée en fonction de la participation nette de SGCH dans les puits et les installations, d'une estimation de la direction quant aux coûts liés à l'abandon et à la remise en état de ces puits et de ces installations, ainsi que d'une estimation du moment où les coûts seront engagés. La SGCH estime que le passif futur non actualisé total s'élevait à 236 856 \$ au 30 juin 2014 (239 063 \$ au 31 décembre 2013). Les coûts estimés des obligations de démantèlement peuvent varier grandement en fonction de facteurs tels que les antécédents d'exploitation et les modifications des lois et règlements.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

## 7. Provisions (suite)

Ces obligations seront réglées en fonction de la date prévue de fermeture des puits, la dernière étant présentement prévue pour 2054, et de la durée d'utilité des actifs sous-jacents. Un taux sans risque de 2,78 % au 30 juin 2014 (3,24 % au 31 décembre 2013) et un taux d'inflation de 2,0 % (2,0 % au 31 décembre 2013) ont été appliqués pour calculer la provision.

### b) Provision au titre de la remise en état d'un site

Aux termes de l'accord d'achat et de vente conclu en 1988 entre CEI et Cameco, la responsabilité des obligations liées à la vente d'actifs à Cameco incombe à CEI. Les estimations qui servent à établir la provision au titre de la remise en état d'un site sont décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Aucun changement important n'a été apporté aux estimations qui ont servi au calcul.

## 8. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation des soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes closes les 30 juin se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Variation des débiteurs	(32 912) \$	(41 922) \$	(25 109) \$	(14 648) \$
Variation des stocks	877	(231)	841	935
Variation des charges payées d'avance	472	467	(903)	(929)
Variation des créditeurs et charges à payer	(3 785)	295	7 877	(24 836)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(35 348) \$	(41 391) \$	(17 294) \$	(39 478) \$
Liée aux :				
Activités d'exploitation	(34 289) \$	(41 009) \$	(15 836) \$	(36 159) \$
Activités d'investissement	(1 059)	(382)	(1 458)	(3 319)
	(35 348) \$	(41 391) \$	(17 294) \$	(39 478) \$

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

## 9. Produit net tiré du pétrole brut, et frais de production et charges d'exploitation

a) Le produit net tiré du pétrole brut pour les périodes closes les 30 juin se détaille comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Produit brut tiré du pétrole	127 508 \$	94 554 \$	244 184 \$	242 537 \$
Moins les frais de commercialisation	(116)	(73)	(201)	(172)
Moins les redevances	(34 507)	(26 158)	(64 120)	(67 279)
Moins la participation au bénéfice net	(11 414)	(7 908)	(20 841)	(21 096)
<b>Produit net tiré du pétrole brut</b>	<b>81 471 \$</b>	<b>60 415 \$</b>	<b>159 022 \$</b>	<b>153 990 \$</b>

b) Les frais de production et les charges d'exploitation pour les périodes closes les 30 juin se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Frais de production et charges d'exploitation liés au compte conjoint d'Hibernia	5 313 \$	4 538 \$	9 543 \$	10 635 \$
Charges d'exploitation liées au pétrolier de brut	1 316	1 775	4 081	3 987
Recouvrement des charges d'exploitation liées au pétrolier de brut	(445)	(499)	(1 153)	(1 733)
Frais d'utilisation des installations après déduction de la participation accessoire au bénéfice net	(113)	(27)	(150)	(33)
<b>Total des frais de production et des charges d'exploitation</b>	<b>6 071 \$</b>	<b>5 787 \$</b>	<b>12 321 \$</b>	<b>12 856 \$</b>

## 10. Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Corporation et ses filiales peuvent faire l'objet de diverses poursuites juridiques ou autres réclamations à l'encontre de la Corporation. Lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre une obligation liée à un événement passé et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable, la direction constate les coûts nécessaires pour régler de telles réclamations en se fondant sur sa meilleure estimation.

La SGCH est partie à un différend contractuel en cours, dont l'issue dépend des procédures futures de règlement de différends. Selon l'information actuellement disponible, et après avoir consulté des conseillers juridiques externes, la direction est d'avis que le règlement éventuel devrait être favorable à la SGCH. Par conséquent, aucun montant n'a été constaté à cet égard dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

## 10. Éventualités (suite)

CEI est codéfenderesse avec la province d'Ontario, le procureur général du Canada, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et BOC Canada limitée dans le cadre d'un recours collectif proposé, intenté par certains résidents de la municipalité antérieurement connue sous le nom de Deloro, située dans le comté de Hastings, en Ontario. La poursuite est fondée sur la contamination présumée de certaines propriétés. CEI a déposé un avis d'intention de présenter une défense. Aucune partie n'a encore reconnu sa responsabilité, et l'incidence financière sur la Corporation, si l'issue de cette affaire lui était défavorable, ne peut être déterminée pour l'instant.

## 11. Risques auxquels est exposée la Corporation

Par la nature de ses activités consolidées, la CDEV est exposée à des risques découlant de ses instruments financiers, qui pourraient avoir une incidence importante sur les flux de trésorerie, le bénéfice et le résultat global. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information sur la gestion des risques financiers exigée pour des états financiers annuels, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Corporation au 31 décembre 2013. Aucune modification n'a été apportée aux objectifs, aux politiques et aux processus pour évaluer et gérer les risques financiers de la Corporation depuis la clôture de l'exercice.

Juste valeur des instruments financiers

Le tableau suivant résume l'information sur l'évaluation de la juste valeur des actifs financiers de la Corporation au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 présentée selon les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs :

	Total	Prix cotés sur des marchés actifs (niveau 1)	Autres données importantes observables (niveau 2)	Données importantes non observables (niveau 3)
<b>30 juin 2014</b>				
Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada	118 368 \$	118 368 \$	– \$	– \$
Actions privilégiées de GM	440 000	–	440 000	–
Actions ordinaires de GM	4 265 035	4 265 035	–	–
<b>Total</b>	<b>4 823 403 \$</b>	<b>4 383 403 \$</b>	<b>440 000 \$</b>	<b>– \$</b>
<b>31 décembre 2013</b>				
Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada	122 880 \$	122 880 \$	– \$	– \$
Actions privilégiées de GM	449 000	–	449 000	–
Actions ordinaires de GM	4 785 310	4 785 310	–	–
<b>Total</b>	<b>5 357 190 \$</b>	<b>4 908 190 \$</b>	<b>449 000 \$</b>	<b>– \$</b>

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

---

## 11. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces éléments. Aucun transfert n'a eu lieu d'un niveau à l'autre de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période à l'étude.

## 12. Transactions avec des parties liées

En vertu du principe de propriété commune, la Corporation est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral du Canada. La Corporation peut conclure des transactions avec certaines de ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2014, la CDEV a versé au gouvernement du Canada des dividendes de 45 734 \$ (9 004 \$ en 2013) et 142 429 \$ (78 015 \$ en 2013), respectivement.

## 13. Événement postérieur à la date de clôture

Le 19 août 2014, la Corporation a déclaré un dividende de 42 000 \$ payable à son actionnaire, le gouvernement du Canada.